

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-projet-Iter-au-ralenti>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Le projet Iter au ralenti**

23 juin 2010

Le projet Iter au ralenti

Le prototype de réacteur thermonucléaire qui doit produire l'énergie de demain peine à démarrer à Cadarache, en Provence. Cinq ans après le choix du site, l'Europe se montre incapable d'en gérer le financement.

Depuis qu'il leur a dérobé le précieux feu, l'homme a finalement fait peu de progrès en matière de provocation envers les dieux. Maîtriser une énergie presque propre, sûre et inépuisable reste un défi prométhéen. Lequel, aujourd'hui, se réduit à un curieux acronyme : Iter, pour "International Thermonuclear Experimental Reactor". En anglais dans le texte ou traduit en français, chaque vocable est un nid à... soucis -réacteur, prototype, nucléaire et projet mondial- en passe de devenir un cauchemar financier. Cinq ans après la création du programme, qui réunit l'Europe, les Etats-Unis, le Japon, la Russie, la Chine, l'Inde et la Corée du Sud, plus personne ne sait combien coûtera le faramineux bidule, dont la facture se chiffre en milliards d'euros. Comment a-t-on pu en arriver là ? Travelling arrière.

Yannick Jadot, député européen (Europe écologie) : "Aucun scientifique ne peut dire que cela fonctionnera".

Dans les années 1950, bien avant de parler de la disparition programmée des ressources fossiles (pétrole, gaz, etc.) ou du réchauffement climatique, les scientifiques ont commencé à plancher sur l'énergie de demain. N'en déplaise aux écologistes, c'est dans le domaine du nucléaire qu'ils ont pointé leur curseur et fondé leurs plus grands espoirs. Non seulement du côté de la "fission" nucléaire, que nous connaissons dans nos centrales actuelles, où des noyaux d'uranium et des neutrons s'entrechoquent violemment pour dégager, dans une réaction en chaîne, de l'énergie ; mais surtout du côté de la "fusion" nucléaire, un principe plus doux -on parle de "mariage" entre des noyaux d'isotopes de l'hydrogène, le deutérium et le tritium- donnant "naissance" à un noyau plus lourd, celui de l'hélium. Ce qui revient, ni plus ni moins, à reproduire sur Terre l'énergie du Soleil !

Si les deux procédés aboutissent à la production d'électricité, le premier peut se révéler dangereux, voire catastrophique (Tchernobyl), coûteux (l'uranium) et producteur de déchets radioactifs dont on ne sait toujours pas quoi faire. Le second, en revanche, se montre plus rassurant, mais affiche un inconvénient majeur : pour l'heure, c'est du flan. Ou pas loin. "Aucun scientifique ne peut s'engager à dire que cela fonctionnera", s'agace Yannick Jadot, député d'Europe Ecologie, farouche opposant au projet.

Sauf que la fusion thermonucléaire n'est pas qu'un doux rêve de savants à barbe blanche. Après un

demi-siècle de recherches, elle a obtenu des résultats constants, grâce à différentes machines réparties à travers la planète. Les fameux tokamaks (ou chambres de confinement magnétique) permettent d'atteindre de très hautes températures -plusieurs dizaines de millions de degrés- où la matière passe à l'état de plasma. Mais cette physique est mal maîtrisée, tant dans la durée -les expériences durent une poignée de secondes- que dans les résultats -avec des quantités d'énergie produite négligeables.

"Pour aller au-delà, il fallait créer une machine plus grande et plus puissante, mais aucun pays n'en avait les moyens", raconte Robert Aymar, le père du prototype Iter, conseiller au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). D'où l'idée, née au milieu des années 1980, de mettre en place un projet international. Mais diplomatie et science font rarement bon ménage, surtout lorsqu'il s'agit de nucléaire.

L'Europe a jusqu'à fin juillet pour trouver une solution

Il a donc fallu attendre vingt années supplémentaires (2005) avant de s'entendre : sur le lieu d'implantation du prototype (en France, à Cadarache, dans le centre du CEA) et sur le coût. Au total, une dizaine de milliards étaient prévus pour la construction, l'exploitation et le démantèlement de la machine. Chacun des partenaires promettait d'apporter sa pierre à l'édifice, en espèces sonnantes et en nature (fourniture de certains éléments). La Commission européenne, fer de lance du projet (elle assume 45 % du total), pouvait alors pavoiser : Iter "est emblématique de la capacité de l'Union européenne de jouer un rôle moteur à l'échelon mondial dans les sciences et les technologies [...]. Sa réalisation a donc valeur de test en vue de nouvelles collaborations scientifiques internationales, dans le cadre de projets de grande ampleur".

Le projet Iter au ralenti.

Robert Aymar, père du prototype Iter : "Il fallait créer une machine plus puissante".

Aujourd'hui, le "test" n'est pas loin de virer au fiasco. Le programme Iter était clairement sous-estimé, mais ces messieurs de Bruxelles ont opté pour la politique de l'autruche. "Dès 2007, une réévaluation a été faite, explique un proche du dossier. Dès lors, on savait que nous vivions sur une illusion." Un défaut de gouvernance lié aux différents commissaires européens chargés de la recherche, qui n'ont pas su tirer à temps la sonnette d'alarme. Deuxième faille, celle de Fusion for Energy (F4E), l'institution européenne créée pour gérer le dossier (100 collaborateurs, 4 milliards d'euros de budget en dix ans), basée à Barcelone et critiquée pour son mauvais management. Son patron, le physicien Didier Gambier, a gentiment été remercié au début de l'année.

Mais une tête qui tombe suffit rarement à résoudre les problèmes et le climat a continué à se plomber avant que, fin mai, le pot aux roses soit enfin révélé : l'UE réévalue sa part de financement de 2,7 à... 7, 2 milliards d'euros ! Une somme colossale qui serait liée à la hausse des matières premières, aux révisions réalisées sur la machine et au coût de l'ingénierie. "Comme pour le dossier EPR en Finlande, c'est toujours le même mal avec le nucléaire, s'indigne Yannick Jadot. Il faut multiplier les chiffres initiaux par trois ou quatre." Depuis, on frôle la crise de nerfs. Les 27 Etats ont demandé des comptes, tout en excluant de mettre un centime de plus dans le projet. Et l'Europe se trouve sous le feu des critiques des six autres partenaires : les Russes l'ont qualifiée de "maillon faible" tandis que le président Barack Obama a menacé de diminuer de 40 % la part des Etats-Unis dans le projet Iter pour l'année 2011. Soit la bagatelle de 80 millions d'euros.

Bernard Bigot, administrateur général du CEA : "Améliorer la gouvernance".

"Il y a une vraie prise de conscience de la nouvelle situation financière, mais aucun membre n'a la velléité d'abandonner le projet", tente de rassurer Marc English, le porte-parole de Marie Geoghegan-Quinn, la nouvelle commissaire chargée de la recherche et de l'innovation. Pour preuve, la semaine dernière, les représentants d'Iter se sont retrouvés à Suzhou (Chine) où ils ont réaffirmé leur volonté

de mener le programme à son terme. Une unanimité diplomatique de façade, qui n'enlève rien aux difficultés budgétaires : l'Europe a jusqu'à la fin de juillet pour trouver une solution. "Il nous faut dégager une somme de 1,4 milliard d'euros sur les années 2012-2013", précise Marc English. Dès lors, une commission d'urgence a été mise en place, où Bernard Bigot, l'administrateur général du CEA, représente la France : "Notre mission vise à améliorer la gouvernance, à recalibrer le projet pour dégager des économies et à trouver des financements." Sur ce dernier point, les possibilités ne sont pas légion : "Puiser dans les autres programmes qui ne sont pas encore engagés", pronostique Bernard Bigot. A trop vouloir défier les dieux, l'Europe de la recherche risque d'y laisser sa chemise.